

CITIZEN

TRIBUNE LIBRE

Cattenom : non merci ?

Jos Thill

Un lecteur, militant antinucléaire de longue date, appelle le gouvernement luxembourgeois à sortir de ses contradictions en matière de nucléaire.

Avant toute chose, je tiens à rappeler quelques événements récents :

Le 31 octobre 2012, M. Guy Catrix, le nouveau directeur de la centrale nucléaire de Cattenom, annonce pour les 10 années à venir des investissements de réfection de la centrale de 3,4 milliards d'euros plus des investissements d'améliorations post-Fukushima de 0,5 milliards d'euros (tiens, on nous avait toujours raconté que les quatre réacteurs situés à notre frontière étaient sûrs à 100 pour cent !). Objectif avoué du management d'EDF : faire tourner la centrale de Cattenom jusqu'en 2036, voire jusqu'en 2042.

Le 7 mars 2013, une délégation luxembourgeoise, comprenant entre autres les ministres Asselborn (Affaires étrangères), Bartolomeo (Santé et Sécurité sociale) et Schank (Développement durable) se rend à Paris auprès de Mme Batho (ministre française de l'Ecologie et de l'Energie) pour réclamer la fermeture de Cattenom.

Le 11 mars 2013, place Clairefontaine à Luxembourg : manifestation antinucléaire, en commémoration de la catastrophe à Fukushima, il y a juste deux ans. Présence d'un ministre, de trois députés, et de beaucoup de Luxembourgeois(es) de la société civile.

Alors : Nucléaire, non merci ? Vive notre gouvernement ?

Malheureusement, les actions concrètes et quotidiennes de notre gouvernement sont en contradiction flagrante avec ses paroles. D'abord, le Luxembourg continue à importer sans états d'âme de l'électricité d'origine nucléaire en provenance de Belgique et de France. La firme Sotel - avec toutes les autorisations gouvernementales requises - a même réalisé récemment une ligne de haute tension permettant d'importer au Luxembourg directement de l'électricité française issue du nucléaire. De plus, notre gouvernement - à travers le Fonds de compensation (FDC) - finance directement EDF, firme gestionnaire de 59 réacteurs nucléaires en France dont les quatre à Cattenom, et finance directement Areva, entreprise



PHOTO: NUCLEAR POWER PLANT CATTENOM

française construisant des centrales nucléaires partout dans le monde. 8.132.089 d'euros(1) d'argent luxembourgeois pour EDF (répartis sur onze types différents d'obligations et d'actions), 1.496.455 d'euros(1) pour Areva (trois types d'obligations), X autres millions d'euros pour d'autres firmes du nucléaire européen (Vattenfall, E.ON, etc).

Un gouvernement sourd aux attentes de la population

Quelques mots pour expliquer comment notre gouvernement finance allègrement le nucléaire français avec notre argent. Depuis 30 ans, l'ensemble des cotisations aux caisses de pension payées chaque année par les salarié-e-s travaillant au Grand-Duché, dépasse régulièrement les prestations à charge du régime, c'est-à-dire les retraites versées aux pensionné-e-s. L'excédant de recettes vient grossir chaque année la réserve globale du régime général luxembourgeois d'assurance pension, réserve qui atteint entre-temps douze milliards d'euros et est devenu un des fonds publics les mieux dotés d'Europe ! Cette réserve est gérée en majeure partie par le FDC, géré par un conseil d'administration, qui à son tour mandate et rémunère(2) des banques et autres gestionnaires financiers pour placer ces réserves disponibles sous forme d'actions, d'obligations et autres placements monétaires, le tout sous la responsa-

bilité de notre ministre de la Sécurité sociale, donc de notre gouvernement dans son ensemble.

Ce qui fait problème, c'est que depuis la création du FDC, en 2004(3), jamais nos instances politiques (gouvernement, Chambre des députés) n'ont donné mission au CA du FDC de respecter d'autres critères de placement qu'un rendement financier optimum à atteindre : les banques et autres gestionnaires restent donc largement libres(4) de choisir les placements que bons leur semblent, à condition de réaliser l'objectif financier imparti, sans autres égards pour les aberrations politiques et les dégâts faits à l'environnement qui s'en suivent.

Particulièrement grave à mes yeux : les Luxembourgeois-e-s sont majoritairement contre le nucléaire. Malgré cela, les partis au pouvoir continuent à tolérer l'investissement de notre argent et de nos cotisations à la caisse de pension payées par nous, les salarié-e-s du Grand-Duché, dans le nucléaire.

« Le Luxembourg n'est pas convaincu qu'un accident nucléaire est impossible, comme nous le disent les autorités françaises », déclara Jean Asselborn à Paris le 7 mars dernier. Tout-à-fait vrai : 700 000 d'euros investis par le FDC dans la firme japonaise TEPCO sont partis en fumée le jour de l'accident à Fukushima il y a deux ans. Les investissements dans le nucléaire sont non seulement réprouvés par les habitants, mais encore

particulièrement douteux et risqués du point de vue financier : pourquoi alors s'obstiner à continuer à investir dans EDF, Areva, Vattenfall, MM. Asselborn, Bartolomeo et Schank ?

Le directeur de Cattenom n'est nullement impressionné par les gesticulations des politiques luxembourgeois. Il les juge d'après leurs actes et déclare (le 13 mars dernier), que « les réacteurs de Cattenom sont aptes à fonctionner pendant 60 ans, voire plus » !

Il reste beaucoup à dire sur les incongruités de la politique de placement du FDC ailleurs que dans le nucléaire, p.ex. ceci (en tant que cerise sur le gâteau) : le FDC détient aussi des obligations du gouvernement du Qatar. Ainsi, les Qataris ont acheté la Kredietbank, la BIL, Cargolux, etc... en utilisant en partie notre propre argent. Ce serait plus intelligent d'investir notre argent directement dans nos entreprises, non ?

(1) Valeurs au 1er janvier 2012 ; il faut attendre le prochain rapport du FDC, à paraître en été 2013, pour avoir des chiffres plus récents.

(2) Frais de gestion, de garde (entre autres) en 2011 : 12,3 millions d'euros par an

(3) Lors du vote de la loi créant le FDC en 2004, seul Serge Urbany, député de « déi Lénk », était conscient des perversités inhérentes à un placement de nos réserves de pensions sous forme d'actions et d'obligations, et a voté contre cette loi. Tous les autres députés ont voté pour.

(4) En 2011, pour la première fois, suite aux pressions de différentes asbl et suite au scandale des placements en faveur de firmes fabricant des bombes à sous-munitions, le CA du FDC a décidé l'exclusion des entreprises et sociétés ne respectant pas les conventions internationales ratifiées par le Grand-Duché. Ont été exclues 54 firmes au total, dont entre autres BP et TEPCO, les « champions du monde » 2010 et 2011 en matière de destruction de notre planète.